



Marché de travaux

Cahier des clauses administratives particulières

OBJET DE LA CONSULTATION

**Travaux de réhabilitation et extension du hangar de stockage
du port de commerce de GALISBAY**

Voirie et Réseaux Divers

RELANCE

Numéro de Marché : 2024M-04

ARTICLE 1 – DEFINITION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 2 – EMPLOI DE LA LANGUE FRANÇAISE.....	5
ARTICLE 3 – FORME DU MARCHE	5
ARTICLE 4 – DECOMPOSITION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 6 – DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	5
ARTICLE 7 – CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION ET DELAI GLOBAL.....	5
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES	5
ARTICLE 9 – FORME PRIVILEGIEE PAR L'ACHETEUR POUR NOTIFIER LES DECISIONS FAISANT COURIR UN DELAI.....	5
ARTICLE 10 – FORMATS DES ECHANGES ELECTRONIQUES	6
ARTICLE 11 – MESURES DE SECURITE	6
ARTICLE 12 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 13 – TYPE DE PRIX.....	6
ARTICLE 14 – MODALITES DE VARIATION DU PRIX	6
ARTICLE 15 - MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHE	6
ARTICLE 16 - CONTENU DES PRIX.....	6
ARTICLE 16.1 – MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	7
ARTICLE 18 – PERIODE DE PREPARATION	7
ARTICLE 19 – CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION	7
ARTICLE 20 – INFORMATIONS SUR LA MAITRISE D'OUVRAGE	8
ARTICLE 21 – PREVENTION DES RISQUES.....	8
ARTICLE 22 – COORDONNATEUR DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	8
ARTICLE 23 – MAITRISE D'ŒUVRE	8
ARTICLE 24 – CONTROLE TECHNIQUE	8
ARTICLE 25 – ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER.....	8
ARTICLE 26 – COORDINATION DE SYSTEME DE SECURITE INCENDIE (SSI)	8
ARTICLE 27 – PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	8
ARTICLE 28 – PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAIL.....	9
ARTICLE 29 – INSTALLATION ET ORGANISATION DES CHANTIERS.....	9
ARTICLE 30 – PRECISIONS SUR LE CHANTIER	9
ARTICLE 31 – GARDE DU CHANTIER.....	9
ARTICLE 32 – SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER.....	9
ARTICLE 32.1 – PRINCIPES GENERAUX.....	9
ARTICLE 32.2 – AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS.....	10
ARTICLE 32.3 – MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR SPS	10
ARTICLE 32.4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS A VIS DE SES SOUS-TRAITANTS	10
ARTICLE 32.5 – PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	10

ARTICLE 33 – OBLIGATIONS DE VRD	10
ARTICLE 34 – REGISTRE DE CHANTIER	10
ARTICLE 35 – GESTION DES DECHETS.....	11
ARTICLE 36 – DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	11
ARTICLE 37 – RECEPTION.....	11
ARTICLE 38 – MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES	11
ARTICLE 39 – MODALITES DE PAIEMENT	11
ARTICLE 40 – FORME DES DEMANDES DE PAIEMENTS.....	12
ARTICLE 41 – DEMATERIALISATION DES PAIEMENTS.....	12
ARTICLE 42 – SOUS-TRAITANCE ET COTRAITANCE	12
ARTICLE 42.1 – DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ	12
ARTICLE 42.2 – PAIEMENT DIRECT DES COTRAITANTS	12
ARTICLE 42.3 – PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS	12
ARTICLE 43 – MONNAIE DE COMPTE DU MARCHÉ	13
ARTICLE 44 – DELAI DE PAIEMENT.....	13
ARTICLE 45 – RETENUE DE GARANTIE.....	13
ARTICLE 46 – DISPOSITIONS CONCERNANT L'AVANCE.....	14
ARTICLE 46.1 TAUX ET CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'AVANCE	14
ARTICLE 46.2 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE	14
ARTICLE 46.3 AVANCE DU SOUS-TRAITANT	14
ARTICLE 47 – OBLIGATION DE PARFAIT ACHEVEMENT	14
ARTICLE 48 – ASSURANCES DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE.....	14
ARTICLE 49 – ASSURANCE COUVRANT LA RESPONSABILITE DECENNALE DU TITULAIRE	15
ARTICLE 50 – ASSURANCES SOUSCRITES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....	15
ARTICLE 51 – REGLES GENERALES D'APPLICATION DES PENALITES	15
ARTICLE 51.1 MODALITES DE RETENUE DES PENALITES	15
ARTICLE 51.2 MODALITES D'IMPUTATION DES PENALITES EN CAS DE GROUPEMENT.....	15
ARTICLE 52 – PENALITES DE RETARD	15
ARTICLE 52.1 CALCUL DES PENALITES DE RETARD	15
ARTICLE 52.2 PLAFONNEMENT DES PENALITES DE RETARD.....	15
ARTICLE 52.3 EXONERATION DES PENALITES DE RETARD.....	15
ARTICLE 52.4 MISE EN ŒUVRE DES PENALITES DE RETARD.....	15
ARTICLE 53 – PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS ENGENDREES PAR LA REGLEMENTATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (SPS)	15
ARTICLE 54 – PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS	15
ARTICLE 55 – PENALITES DIVERSES	16
ARTICLE 56 – PENALITES EN CAS D'ABSENCE DE PRODUCTION DES DOCUMENTS DE GESTION ET SUIVIES DES DECHETS DE CHANTIER	16
ARTICLE 57 – SANCTION DU RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION.....	16
ARTICLE 58 – RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS OU L'EXECUTION DES OPERATIONS DURANT LA PERIODE DE	

PREPARATION	16
ARTICLE 59 – RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS D'EXECUTION DANS LES CONDITIONS FIXEES PAR LE CCTP	16
ARTICLE 60 – CLAUSE PENALE EN CAS DE MANQUEMENT A LA REGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE	16
ARTICLE 61 – PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE	16
ARTICLE 62 – PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE	17
ARTICLE 63 – RESILIATION	17
ARTICLE 64 – POURSUITE DES TRAVAUX AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	17
ARTICLE 65 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE	17
ARTICLE 66 – DEROGATIONS	17

Article 1 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

Travaux de réhabilitation du hangar de stockage portant sur le renforcement de la résilience du bâtiment aux risques naturels, la réfection de la toiture et d'une manière générale sur la mise aux normes des installations et équipements existants.

Article 2 – Emploi de la langue française

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi 94-655 du 4 août 1994, l'emploi de la langue française est obligatoire pour l'établissement de tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent marché.

Article 3 – Forme du marché

Marché ordinaire passé par un pouvoir adjudicateur. La présente consultation fait suite à une précédente consultation infructueuse.

Article 4 – Décomposition des prestations

Il n'est pas prévu de découpage en lots. Les prestations seront attribuées par marché unique.

La consultation n'est pas allotie car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes. La mission de base constitue un ensemble indivisible comme défini à l'article L2431-3 du code de la commande publique.

Article 5 – Durée du marché

La durée du marché est de 18 mois.

Article 6 – Délai d'exécution des travaux

Les délais d'exécution plafond sont indiqués dans le calendrier prévisionnel d'exécution. Le début d'exécution du marché commence à compter de la date indiquée sur l'ordre de service.

Article 7 – Calendrier prévisionnel d'exécution et délai global

Le délai plafond d'exécution de l'ensemble des travaux est de 18 mois (période de préparation comprise).

Les délais d'exécution propres au titulaire du marché VRD s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent document, qui précise les dates d'intervention relatives au marché.

Le délai d'exécution du titulaire du marché VRD est confirmé ou modifié pendant la période de préparation.

Un ordre de service sera adressé à l'entrepreneur titulaire du marché ; il aura également connaissance du délai de tâches des autres intervenants de cette opération.

Article 8 – Conditions d'exécution environnementales

Conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit obligatoirement respecter les éléments à caractère environnemental définis dans les pièces techniques.

Article 9 – Forme privilégiée par l'acheteur pour notifier les décisions faisant courir un délai

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les décisions faisant courir un délai seront notifiées de préférence par le biais du profil d'acheteur. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Article 10 – Formats des échanges électroniques

Les fichiers électroniques pourront être échangés par courriel à l'adresse communiquée au besoin par le pouvoir adjudicateur. Les formats de fichiers acceptés sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".PDF"

Article 11 – Mesures de sécurité

Les mesures de sécurités suivantes sont à respecter de la part du titulaire :

L'accès au site du port de Galisbay étant réglementé, les entreprises devront signaler leur présence au PC sécurité, munies de la liste de leurs salariés intervenants sur le chantier.

Article 12 – Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot
- Le cahier des clauses administratives générales – travaux (CCAG –Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1er avril 2021
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le tableau donnant la répartition des travaux entre les membres du groupement
- Le mémoire justificatif
- Le calendrier détaillé d'exécution

Article 13 – Type de prix

Les prestations sont traitées à prix forfaitaires.

Article 14 – Modalités de variation du prix

Les prix sont fermes et actualisables.

L'index I de la formule d'actualisation est l'index de référence : BT02 publié par l'INSEE.

Le prix actualisé est obtenu en appliquant au prix initial le coefficient Cn résultant de la formule suivante:

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

I (d-3) est la valeur de l'indice établie à une date antérieure de trois mois à la date de commencement d'exécution des prestations.

I₀ est la valeur de l'indice établie pour le mois d'établissement du prix.

L'actualisation est appliquée si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois d'établissement du prix et la date de commencement d'exécution des prestations.

Le coefficient résultant du calcul de la formule d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Article 15 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois correspondant à la date à laquelle l'offre a été remise par le titulaire, conformément au CCAG.

Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Article 16 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation. La TVA n'est pas applicable à SAINT MARTIN. La TGCA n'est pas applicable à l'établissement portuaire.

Article 16.1 – Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et tiennent compte des éventuelles sujétions techniques précisées dans les documents techniques.

Article 16.2 – Prestations fournies à l'entrepreneur

Aucune prestation ne sera fournie gratuitement au titulaire.

Article 17 – Intempéries prolongeant le délai

Conformément à l'article 18.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux et à l'article L.5424-9 du code du travail, les intempéries, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, donnent lieu à une prolongation du délai d'exécution du nombre de jours correspondant à cet arrêt, diminué du nombre de jours d'intempéries prévisibles fixés éventuellement par le présent marché.

Conformément à l'article L.5424-8 du code du travail sont considérées comme intempéries les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent effectivement l'accomplissement du travail dangereux ou impossible à l'égard, soit de la santé ou de la sécurité des travailleurs ou de la technique du travail à accomplir.

C'est ainsi que la pluie, les inondations et le grand vent ne sont des intempéries au sens de la loi que dans le cas où elles rendent réellement tout travail impossible ou dangereux et où elles provoquent sur le chantier même, un arrêt de travail imprévisible et inévitable.

Pour décider d'un arrêt de travail du chantier, l'entrepreneur doit préalablement informer de son intention d'arrêt le représentant du maître d'ouvrage. Celui-ci en vertu de l'article L.5424-9 du Code du travail peut s'opposer à l'arrêt du travail.

Un procès-verbal de constatation d'arrêt du travail pour intempéries est établi par le maître d'œuvre ou à défaut par le représentant du maître d'ouvrage.

Si la règle ci-dessus n'est pas observée, les journées d'intempéries ne seront pas comptabilisées dans le décompte général du délai d'exécution.

Le décompte des journées d'arrêt pour intempéries sera consigné chaque semaine sur le procès-verbal de chantier.

Aucun jour d'intempéries n'est réputé prévisible au titre de l'exécution du présent marché.

Article 18 – Période de préparation

Il est fixé une période de préparation de deux mois conformément au CCAG-Travaux. Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation.

Un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Les tâches à réaliser par le titulaire pendant la période de préparation sont décrites dans les pièces techniques du marché.

Article 19 – Calendrier général d'exécution de l'opération

Le calendrier général détaillé d'exécution de l'opération est établi par le maître d'œuvre après consultation des entrepreneurs titulaires des différents marchés de la réhabilitation, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution cité ci-dessus.

Le calendrier général détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique, en outre, pour chacun des marchés:

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier général détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur, quinze jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée à l'article 18 - Période de préparation.

Pour chacun des marchés, le délai de six mois prévus à l'article 50.2.1 du CCAG-Travaux est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier général détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres :

- au marché débutant en premier les prestations d'une part ;
- au marché considéré d'autre part.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier général détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des marchés fixé à l'article 6 - Délai d'exécution.

Le calendrier initial mentionné ci-dessus, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

Article 20 – Informations sur la maîtrise d'ouvrage

ETABLISSEMENT PORTUAIRE DE SAINT MARTIN

Port de Galisbay Bienvenue - Baie de la potence

BP 3218 - 97067 SAINT MARTIN CEDEX

Article 21 – Prévention des risques

Il est fait application des dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret du 29 décembre 1994. Les travaux à réaliser relèvent de la deuxième catégorie au sens du code du travail (article R.4532-1) et de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité sur les chantiers.

Article 22 – Coordonnateur de sécurité et protection de la santé

Une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est obligatoire, aux fins de :

- prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises ;
- prévoir, le cas échéant, l'utilisation de moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Cette mission de coordination sera attribuée ultérieurement. Le nom et les coordonnées du coordonnateur ou des coordonnateurs SPS seront alors communiqués aux différents intervenants à l'acte de construire.

Article 23 – Maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre relève du livre IV du code de la commande publique.

La maîtrise d'œuvre privée est assurée par :

Le Groupement DAC ANTILLES - ITEC - EIRL JHIGAI ARCHITECTE,

Personne physique représentant la maîtrise d'œuvre : Monsieur BLEUZE Philippe, Directeur de DAC ANTILLES

Article 24 – Contrôle technique

Les travaux sont soumis à l'obligation de contrôle technique prévue par la loi du 4 janvier 1978 relative à l'assurance construction.

Etendue de la mission :

Missions : L - LE - STI – PS - PS-E

Le contrôle technique est assuré par :

Bureau VERITAS CONSTRUCTION - JP BERNARDI

Parc d'Activités de la Jaille - Bât. 4

97122 BAIE MAHAULT

Article 25 – Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination des travaux est effectuée par le maître d'œuvre au titre de ses éléments de missions.

Article 26 – Coordination de système de sécurité incendie (SSI)

Une mission de coordination en matière de système de sécurité incendie conforme à la norme NF S 61-932 de juillet 2000 est prévue et sera attribuée ultérieurement. Le nom et les coordonnées de l'intervenant seront alors communiqués aux différents intervenants à l'acte de construire.

Article 27 – Provenance des matériaux et produits

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Article 28 – Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution et de synthèse des ouvrages et les spécifications techniques sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calcul / dimensionnement correspondantes :

- **Au visa du Maître d'Œuvre** ; Ce dernier doit renvoyer ses observations éventuelles à l'entrepreneur, au plus tard 15 jours après la réception des éléments EXE.
La délivrance d'un visa ne dégage pas l'Entreprise de sa responsabilité qui reste pleine et entière sur cette phase de la conception des ouvrages ; de plus quelle que soit la mission confiée au Maître d'Œuvre, les Plans d'Ateliers et de Chantiers (PAC) relèvent de la seule responsabilité de l'Entreprise et de sa seule initiative.
- **Au Contrôleur Technique**, pour avis et retour au Titulaire dans les délais qui lui sont fixés par le Maître de l'Ouvrage (avec copie au Maître d'Œuvre).
- **Au Coordonnateur SPS**, pour avis sur les sujets relatifs à la sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier (avec copie au Maître d'Œuvre).

Les documents d'exécution seront exclusivement transmis sous forme électronique en respectant les caractéristiques suivantes :

Les documents transmis sous forme électronique seront sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels suivants : AUTOCAD, PDF, suite OFFICE.

Les documents d'exécution seront transmis sur les supports suivants :

- Plans : sous format papier à la demande de la Maîtrise d'œuvre et par voie électronique (mail ou clé USB) avec bordereau de remise de documents.
- Fiches techniques, synoptiques, avis techniques et autres documentations techniques : par voie électronique (mail ou clé USB) avec bordereau de remise de documents.

Tous les plans d'exécution et notes de calcul doivent être visés par le contrôleur technique, si son intervention est rendue obligatoire.

Article 29 – Installation et organisation des chantiers

Les clauses relatives à l'organisation du chantier sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Article 30 – Précisions sur le chantier

Les clauses relatives à l'organisation du chantier sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Article 31 – Garde du chantier

La responsabilité de la garde du chantier et des risques qui en découlent sont à la charge des titulaires de chaque marché. Si un marché est résilié par application de l'article 50 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage peut faire appel, dans le cadre d'un chantier en cours, à un des autres entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs marchés pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

Article 32 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Article 32.1 – Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

Article 32.2 – Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Article 32.3 – Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le PPSPS ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;
- le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement, si le coordonnateur exerce une mission pendant cette période ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage ;

- à la demande du coordonnateur SPS le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Article 32.4 – Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Article 32.5 – Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est joint au marché lors de sa notification. Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

Article 33 – Obligations de VRD

Conformément aux obligations du code du travail en matière de voies et réseaux divers (articles R 4533-1 et suivants du code du travail), le chantier disposera d'une desserte en voirie, d'un raccordement en eau potable et en électricité, ainsi que d'une évacuation des matières usées.

Article 34 – Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre n'est pas tenu de tenir un registre de chantier retraçant le déroulement du chantier.

Article 35 – Gestion des déchets

La gestion des déchets de chantier est définie dans les CCTP ou pièces techniques.

Article 36 – Documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40.1 du CCAG-Travaux, le titulaire, dès l'achèvement des travaux, doit fournir au maître d'œuvre et au plus tard lorsqu'il est demandé de procéder à la réception des travaux, les documents composant le dossier des ouvrages exécutés (DOE), ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) est remis au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé.

Le DOE est composé des pièces suivantes : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux (en langue française) et produits mis en œuvre, schémas et notes de calcul, les spécifications de pose, les notices d'installation, utilisation et de fonctionnement, procès-verbaux de réception, attestation d'essais et autocontrôles, les contrats de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements.

Conformément à l'article 40.1 du CCAG-Travaux, les documents d'exécution devront être transmis sous forme électronique en respectant les caractéristiques suivantes : l'Entrepreneur aura à sa charge la transmission des études, plans d'ensemble et de détails nécessaires à la complète définition et exécution des travaux, à partir des plans transmis par la Maîtrise d'Œuvre dans le présent DCE, qui représentent l'intégralité de la mission confiée par le Maître d'Ouvrage à celle-ci.

Pour ce qui concerne les plans, en plus de la transmission par voie électronique, des exemplaires, sont exigés sur les supports physiques suivants : les documents d'exécution seront datés, identifiés et authentifiés par le titulaire et transmis en trois exemplaires papiers. La transmission des autres éléments techniques de recollement (dossier techniques, essais, autocontrôles...) pourra se faire par voie électronique, sur support USB.

Article 37 – Réception

Conformément à l'article 2 du CCAG-Travaux, la réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés. A noter qu'un avis d'achèvement de travaux est nulle et non avenue lorsque les travaux sont abusivement considérés comme achevés.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux : l'avis d'achèvement des travaux valant demande de réception des travaux et faisant courir les différents délais des articles 40 et 41 du CCAG-Travaux est celui effectué par le titulaire par lequel l'ensemble des travaux relatif à un ouvrage sont ou seront achevés.

Le maître d'œuvre procède aux opérations préalables de réception de l'ouvrage dans un délai de 20 jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

Postérieurement à cette action, la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les marchés considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG-Travaux.

Article 38 – Mise à disposition de certains ouvrages

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de disposer des ouvrages (ou parties d'ouvrages) non encore achevés et aux stades d'avancement des travaux définis dans les documents techniques.

Article 39 – Modalités de paiement

Les travaux sont réglés par acomptes et un solde. Les acomptes sont mensuels et le solde prend la forme d'un décompte général définitif, conformément à l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les modalités de remise des demandes de paiement sont celles prévues par les articles R2192-12 à R2192-30 du Code de la Commande Publique.

Article 40 – Forme des demandes de paiements

La demande de paiement mentionne le constat contradictoire sur la base duquel le montant à payer est établi.
La forme de la demande de paiement est établie conformément aux prescriptions du CCAG-Travaux.

Article 41 – Dématérialisation des paiements

La facturation en ligne sera utilisée. En vertu de l'article L2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché conclu avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, ainsi que ses sous- traitants admis au paiement direct, transmettent ses factures sous forme électronique.

Les opérateurs économiques ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme chorus-pro.gouv.fr.

Modalités pratiques pour transmettre les factures sur le portail Chorus

Identifiant de la structure publique : Etablissement portuaire de Saint Martin

Code service : 5510

Références ou numéro de l'engagement juridique : numéro de marché fourni à la notification du marché

Mentions obligatoires des factures électroniques :

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires listées par l'article D2192-2 du code de la commande publique, sans se substituer aux mentions prévues par l'article L441-3 du code de commerce et l'article 242 nonies A du Code Général des Impôts au regard du droit fiscal.

Article 42 – Sous-traitance et cotraitance

Article 42.1 – Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R. 2193-1 du Code de la Commande Publique.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

Article 42.2 – Paiement direct des cotraitants

En cas de groupement conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Article 42.3 – Paiement direct des sous-traitants

Conformément à l'article R2193-11 du code de la commande publique, le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Conformément à l'article R2193-12 du code de la commande publique, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R. 2193-11 pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur, représenté par le maître d'œuvre.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article L2192-5 du code de la commande publique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

Passé ce délai de quinze jours, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Conformément à l'article R2193-14 du code de la commande publique, lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au maître d'œuvre représentant l'acheteur, accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai décrit à l'article 44 - Délai de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur représenté par le maître d'œuvre, de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé. A défaut de notification d'un accord ou d'un refus par le titulaire dans le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le délai de paiement court à compter soit de l'expiration de ce délai, soit de la réception par le maître d'œuvre représentant l'acheteur de l'avis postal mentionné à l'article R. 2193-14.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Article 43 – Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Article 44 – Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Article 45 – Retenue de garantie

Il est appliqué une retenue de garantie dont le montant est égal à 5% du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance.

La retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire ou par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérées, un mois au plus tard à compter de la levée des réserves ou à compter de l'expiration du délai de garantie, dans les conditions prévues à l'article R2191-42 du code de la commande publique.

Article 46 – Dispositions concernant l'avance

Article 46.1 Taux et conditions de versement de l'avance

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, l'avance obligatoire est octroyée lorsque le montant initial HT du marché dépasse 50 000 euros HT, dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'option retenue au sens du CCAG est l'option A.

Cette avance est égale à 5 % du montant initial du marché (si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise, le taux de l'avance obligatoire est porté à 20 %.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés, au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chaque entreprise. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Article 46.2 Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'avance atteint ou dépasse 65% du montant de ces prestations.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'avance atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises des prestations en cause.

Article 46.3 Avance du sous-traitant

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Article 47 – Obligation de parfait achèvement

Le délai de garantie est fixé à 12 mois.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu à l'obligation de parfait achèvement prévue au CCAG-Travaux.

Article 48 – Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 49 – Assurance couvrant la responsabilité décennale du titulaire

L'entrepreneur et, le cas échéant, les cotraitants, doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties, qu'ils sont titulaires d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 1792-4-1 du Code Civil (assurance de responsabilité décennale).

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui de l'offre, les attestations d'assurance doivent être adressées par l'intéressé au maître d'œuvre dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et, au plus tard, avant tout commencement d'exécution. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de bloquer le paiement des travaux jusqu'à ce que l'entrepreneur délivre cette pièce et sans ouverture du droit à versement d'intérêts moratoires.

Article 50 – Assurances souscrites par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage n'a souscrit à aucune assurance spécifique concernant l'opération.

Article 51 – Règles générales d'application des pénalités

Article 51.1 Modalités de retenue des pénalités

Conformément au CCAG, les pénalités sont précomptées sur les acomptes versés par l'acheteur.

Article 51.2 Modalités d'imputation des pénalités en cas de groupement

Conformément au CCAG, dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres opérateurs économiques.

Article 52 – Pénalités de retard

Article 52.1 Calcul des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, il est appliqué une pénalité de retard de 1/1500 du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux une fois le montant des pénalités de retard déterminé, aucune révision, ni actualisation ne leur est appliquée.

Article 52.2 Plafonnement des pénalités de retard

Comme prévu à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard ne peut dépasser 10 % du montant hors taxes de l'ensemble du marché. Le montant hors taxes de l'ensemble du marché est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Article 52.3 Exonération des pénalités de retard

Les pénalités ne donnent pas lieu à une quelconque exonération en deçà d'un certain montant de pénalité, comme prévu à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux. Les pénalités sont intégralement dues au pouvoir adjudicateur.

Article 52.4 Mise en œuvre des pénalités de retard

Les pénalités de retard ne sont appliquées que à la suite d'une phase de contradictoire avec le titulaire du marché, invité par l'acheteur à présenter ses observations, comme indiqué à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

Article 53 – Pénalités pour non-respect des obligations engendrées par la réglementation sécurité et protection de la santé (SPS)

En cas de non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS, l'entrepreneur subit, par manquement, une pénalité de 100 euros, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

Article 54 – Pénalités pour absence aux réunions

Si le titulaire ou son représentant ne se rend pas dans les bureaux du maître d'œuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis, comme précisé à l'article 3.9 du CCAG-Travaux, il subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 200 euros, pour toute absence constatée ou retard de plus d'une heure, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

Article 55 – Pénalités diverses

En cas de non-respect des obligations prévues au marché, le titulaire reçoit un avertissement du maître d'œuvre lui indiquant les points précis de l'infraction et le délai pour y remédier.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux et à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, tout dépassement de ce délai donne lieu à l'application immédiate d'une pénalité fixée à 100 euros, pour chaque constat de l'un des événements ci-après :

- par jour de retard dans l'installation du chantier ;
- pour chaque nuisance ou bruit excessif au-delà de la limite prescrite ;
- pour chaque infraction aux prescriptions de chantier constatée ;
- par jour de retard dans la fourniture des renseignements demandés, tels que :
 - délais d'approvisionnement ;
 - début d'intervention sur le chantier ;
 - délais d'exécution proposés ;
 - effectif échelonné dans le temps ;
- par jour de retard dans la présentation sur le chantier des prototypes ou échantillons de matériaux ;

Article 56 – Pénalités en cas d'absence de production des documents de gestion et suivi des déchets de chantier

Conformément à l'article 36.2.3 du CCAG-Travaux en cas d'absence de production du SOGED ou du bordereau de suivi ou de dépôt des déchets ou des constats d'évacuation des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, la pénalité forfaitaire suivante : 500 euros HT.

Article 57 – Sanction du retard dans la remise des documents à fournir après exécution

Conformément à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, une pénalité forfaitaire de 300 euros HT sera appliquée après mise en demeure restée sans effet.

Article 58 – Retard dans la remise des documents ou l'exécution des opérations durant la période de préparation

200 € / Jour calendaire de retard

Article 59 – Retard dans la remise des documents d'exécution dans les conditions fixées par le CCTP

200 €/jour de retard calendaire

Article 60 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

À la suite d'une mise en demeure restée infructueuse, le titulaire du marché qui ne s'est pas acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, encourt au libre choix du pouvoir adjudicateur soit l'application d'une sanction financière, soit la résiliation du marché. La sanction choisie par le pouvoir adjudicateur est mentionnée dans la dite mise en demeure.

En cas d'application d'une sanction financière, celle-ci est de 20 % du montant initial du marché, sans pouvoir excéder 225 000 euros (45 000 euros si le cocontractant est une personne physique), ou sans pouvoir excéder 375 000 euros (75 000 euros si le cocontractant est une personne physique) en cas d'emploi dissimulé d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

En cas d'application de la résiliation, celle-ci est faite sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 61 – Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de sécurité, notamment liées à une zone protégée, et à l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG, par le titulaire, la pénalité suivante lui est applicable: Manquement aux règles de sécurité du chantier et du port : 500 € par simple constat.

Article 62 – Pénalités pour retard dans la remise des contrats de sous-traitance

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité journalière de retard, telle que prévue à l'article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux.

Article 63 – Résiliation

Il est fait application des dispositions du CCAG-Travaux sur la résiliation, sous les réserves suivantes:

Conformément au code de la commande publique et par dérogation à l'article 49 du CCAG-Travaux, l'acheteur peut résilier le marché sans indemnité, ni mise en demeure préalable :

- lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11, conformément à l'article L2195-4 du code de la commande publique.
- lorsque celui-ci n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne, en vertu de l'article L2195-5 du code de la commande publique.
- lorsque l'exécution du contrat ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions prévues par l'article L2194-1, en vertu de l'article L2195-6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, à la suite du signalement fait au maître d'ouvrage d'une situation irrégulière de l'opérateur économique au regard du travail dissimulé, celui-ci est mis en demeure d'apporter au maître d'ouvrage, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'opérateur économique.

Résiliation pour motif d'intérêt général

Le taux de l'indemnité versée au titulaire appliquée sur le montant hors taxe de la partie résiliée du marché est de 5 %.

Article 64 – Poursuite des travaux aux frais et risques du titulaire

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai de 15 jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, peuvent être ordonnées soit la poursuite des travaux à ses frais et risques, soit la résiliation du marché à ses torts exclusifs, conformément à l'article 52.2 du CCAG-Travaux.

Article 65 – Attribution de compétence

Le Tribunal Administratif de Saint Martin est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Article 66 – Dérogations

L'article 34 - Registre chantier déroge à l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

L'article 37 - Réception déroge à l'article 41.1 du CCAG-Travaux.

L'article 52.1 - Calcul des pénalités de retard déroge à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

L'article 52.3 - Exonération des pénalités déroge à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux.

L'article 52.1 - Calcul des pénalités de retard déroge à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux.

L'article 53 - Pénalités pour non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS déroge à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

L'article 54 - Pénalités pour absence aux réunions déroge à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

L'article 55 - Pénalités diverses déroge à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux et à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

L'article 63 - Résiliation déroge à l'article 49 du CCAG-Travaux.

L'article 64 - Poursuite des travaux aux frais et risques du titulaire déroge à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.